



projection

PROFESSIONNELS JUNIORS EN ACTION

« Séisme en Haïti : quelles réponses pour les services essentiels ? »

Compte rendu de la rencontre jeunes professionnels du
24 février 2010

Date : 24/02/2010

Lieu : Le Bistrot St Antoine, 58, rue du Faubourg Saint-Antoine

Animateur : Denis Desille (pS-eau)

Intervenante : Anne-Sophie Arnoux, référente WASH de Solidarités

INTRODUCTION

Anne-Sophie Arnoux, référente WASH de l'ONG Solidarités est arrivée en Haïti deux semaines après le séisme pour mettre en place la réponse d'urgence de Solidarités. De retour du terrain, elle est intervenue auprès des jeunes professionnels de Projection, pour exposer la réponse d'urgence mise en place par son ONG. De nombreux participants à la rencontre connaissaient déjà Haïti pour y avoir travaillé, vécu... Certains étaient même sur place au moment du séisme.

Après une brève présentation d'Anne-Sophie, de vives discussions se sont engagées avec ces participants.

1- De quoi s'agit-il ?

Le séisme en Haïti du 12 janvier 2010 a fait plus de 200 000 morts. Au lendemain de cette catastrophe humanitaire, les réponses d'urgence se sont multipliées. Les enjeux sanitaires se plaçaient, et se placent encore, au sommet des priorités.

Les médias ont bien entendu largement relayé la catastrophe médiatique et il est parfois difficile de faire la part des choses entre ce que nous rapportent ces médias et la réalité du terrain, notamment concernant la réelle efficacité de l'aide humanitaire apportée.

2- Enjeux, problématiques

A Port au Prince :

Besoins urgents : approvisionnement d'urgence en eau potable / Remise en état des infrastructures ; assainissement d'urgence (problématique zones urbaines, nappe phréatique et place) ; abris ; hygiène : douches + NFI (Non Food Items) ; déchets solides.

Risques dus à la promiscuité, au manque d'hygiène et à l'arrivée de la saison des pluies (espaces inondables, eaux de ruissellement / stagnantes, maladies fécales-orales) : typhoïde, épidémies de diarrhées ; maladies liées aux moustiques (paludisme, dengue) ; diphtérie...

A Petit Goave rural :

Zone peu couverte : difficultés d'accès (éboulements terrain: routes coupées / couvertes de débris) ; structures légères : besoins moins visibles

Mais des besoins : - endommagement des captages de source (diminution débit, voire perte) ; cassures sur les réseaux, Bornes Fontaines, le peu de latrines existantes effondrées, zones peu associées aux efforts de développement, populations plus pauvres qu'en zones urbaines (+ Ouragan Gustav), augmentation de la population avec l'arrivée de populations urbaines (pression sur des ressources déjà amoindries), présence de quelques camps de regroupement.

3- Actions et modes d'interventions

▪ La réponse de Solidarités

A Port au Prince :

- L'ONG réhabilite les réservoirs et puits de certains quartiers, notamment dans les bidonvilles en périphérie pour lesquels le secteur privé a peu d'intérêt...
- Elle construit des latrines à fosse simple (fosses profondes) et vidangeables sous forme de « cash for work » (travail contre rémunération)
- En matière de gestion des déchets, Solidarités évacue les ordures par benne ou grosses fosses clôturées, où l'on brûle les déchets.
- Des kits d'hygiène et de bâches sont distribués
- Des séances de promotion à l'hygiène sont proposées aux populations
- Solidarités appui les Comités de Gestion avec lesquels elle travaillait déjà par le passé, ce qui facilite la mise en œuvre de l'aide d'urgence.

A Petit Goave rural :

- Solidarités a monté des camps en zone rurale, en collaboration avec des ONG locales de Développement
- Un programme de réhabilitation des infrastructures hydrauliques a été mis en place ainsi que de la promotion à l'assainissement et à l'hygiène
- Un programme de renforcement des capacités des acteurs locaux (politique de décentralisation des services d'eau et d'assainissement) a également été mis en place

- **Le cluster¹ WASH**

La coordination des actions d'urgence se fait via le cluster WASH. Il inclut Solidarités, la DINEPA (Direction de l'Eau Potable et de l'Assainissement), organe étatique ayant « résisté » au séisme, secondé par l'UNICEF.

Coordination des actions d'urgence :

- Une évaluation commune a été menée par Solidarités / DINEPA / UNICEF (quartiers non couverts)
- Les activités de water-trucking ont été reprises par la DINEPA (Gratuité de l'eau sur le moyen-long terme avec paiement progressif de l'eau)
- La reprise des vidanges de latrines / gestion des déchets solides

Coordination de la reconstruction :

- LA DINEPA est en lien avec les acteurs travaillant sur le réseau (CAMEP (Centrale autonome métropolitaine d'eau potable, qui est responsable de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et rattachée à la DINEPA).
- Les bladders² sont progressivement remplacés par les réservoirs réhabilités

4. Points clés du débat abordés

1- Le « cluster WASH » a pour rôle la cohérence et coordination de l'ensemble des intervenants. A-t-il fonctionné ?

Les clusters (« shelter » (abris), sécurité alimentaire, santé, nutrition, logistique, etc.) sont tous rassemblés dans les locaux de l'ONU, sauf le cluster WASH qui était au sein de la DINEPA. Il s'appuie donc sur une structure locale solide, réactive et efficace. La DINEPA sait par exemple déterminer très clairement ses besoins en termes de renforcement de

¹ Le « cluster », c'est un groupe d'organisations - avec un chef de file désigné à l'avance – opérant dans une réponse humanitaire où des failles ont été identifiées au préalable. Il s'agit essentiellement, à travers le travail du «cluster», de renforcer la prévisibilité, la responsabilisation des acteurs humanitaires et le partenariat entre les acteurs.

² Réservoir d'eau souple, facilement transportables, et rapidement implantable sur place.

capacités, ce qui fait que ça n'est pas le bailleur qui impose sa vision au travers de l'aide qu'il apporte.

Le cluster WASH a bonne réputation. Il est généralement connu des humanitaires et urgentistes comme le cluster qui fonctionne le mieux et ça a été le cas en Haïti.

La première semaine, le cluster WASH se réunissait tous les jours, puis 3 fois par semaine.

Les premiers jours, il réunissait parfois jusqu'à 50 personnes. Puis ça s'est calmé et organisé.

Les réunions de cluster permettent de partager les informations des uns et des autres (diagnostics menés, résultats d'évaluations), on y traite de l'organisation des acteurs, rappelle les ratios en phase d'urgence (1 latrine/50 hab, 5 L/jour d'eau par personne)

2- Qui dit action d'urgence dit financement rapide. Comment trouve-t-on des sommes conséquentes en 2 jours ?

Justement, on ne trouve pas les financements en 2 jours ! Les ONG débutent donc souvent sur fonds propres, ce qui représente une prise de risque, surtout pour une petite structure comme Solidarités. Il fallait dépenser parce qu'il fallait intervenir sans attendre. La situation financière est toujours très tendue les premières semaines mais le cluster a également permis de déterminer assez rapidement quels bailleurs étaient prêts à financer : [OCHA](#) (Nations Unies), [ECHO](#) (Union Européenne), UNICEF... Les soumissions de projets pour demande de financement ont été rédigées dans un second temps.

Et bien entendu, pour les financements d'urgence, les fonds sont débloqués plus rapidement. Les bailleurs ne demandent pas autant de garanties que pour des programmes de développement et les démarches sont bien plus rapides. De même, les activités et les cadres logiques sont plus souples et peuvent être adaptés en fonction de l'évolution de la situation.

3- Solidarités n'était plus présent en Haïti, pourquoi avoir décidé d'intervenir après le séisme ?

Les acteurs qui étaient sur le terrain pendant le séisme ont été fragilisés et n'étaient pas toujours opérationnels rapidement. Non préparés, victimes du séisme, toutes les ONG présentes n'étaient pas toujours immédiatement opérationnelles.

Solidarité ayant travaillé plusieurs années auparavant en Haïti, elle a pu réagir rapidement en recontactant ses anciennes équipes.

4- Quelle est la pertinence des actions de sensibilisation en situation d'urgence?

D'un côté, inciter la population à adopter des réflexes d'hygiène est pertinent d'un point de vue sanitaire, d'un autre côté, le risque est que ces campagnes soient prématurées par rapport au contexte et aux moyens mis à disposition des familles : demander aux familles de se laver les mains n'a pas de sens lorsqu'ils n'ont pas assez d'eau par exemple. L'enjeu est donc de prendre régulièrement et rapidement du recul par rapport à l'évolution de la situation. Cela peut être générateur de frustrations, voire de soulèvements de la population.

Le but n'est pas de changer les comportements sur le long terme mais surtout d'éviter certaines pratiques qui en contexte de crise peuvent amplifier la crise sanitaire.

De façon plus générale, cela pose la question de l'anticipation du « retour à la normale » : assurer une transition entre la distribution d'eau/d'alimentation gratuite et le paiement de ces denrées. Si on distribue 3 repas par jour/personne, le phénomène d'accoutumance risque de créer une frustration forte lors du rétablissement de la situation normale, où les habitants auront au mieux accès à 2 repas par jour.

5- Pourquoi l'assainissement est-il le parent pauvre dans l'aide au développement WASH ?

De manière générale, c'est plus compliqué que de simplement mettre en place un bladder. Il faut trouver un terrain, avoir l'accord du propriétaire pour creuser les latrines, trouver du bois qui est peu disponible. Il faut aussi reconnaître que pour les bailleurs, l'assainissement et les déchets sont moins « sexy » que les questions liées à l'eau, même si cela ne semble pas avoir été le cas pour l'urgence en Haïti.

6- Est-ce que Solidarités est intervenue sur des zones où le terrain était critique par exemple en raison de nappes phréatiques élevées?

L'ONG a du poser des latrines surélevées. Pose de fûts en plastique surélevés ou semi-enterrés, que l'on vidange ensuite, mais c'est toujours compliqué d'accéder au site de vidange avec les camions.

7- Comment les sites de collecte des déchets sont-ils choisis ?

Il y a une décharge municipale à Port-au-Prince, mais elle va bientôt arriver à saturation. Les ONG utilise ce site, mais il va rapidement faire un travail d'identification de nouveaux sites.

La situation en matière de déchets solides était déjà très critique avant le séisme, même s'il y avait un peu de mieux les dernières années. Il faut voir dans quelle mesure le séisme va ouvrir une fenêtre d'opportunité en matière de gestion des déchets solides. La reconstruction pourrait permettre une réelle planification du secteur...

8- Est-ce que dans l'urgence, des solutions « innovantes » inventées par les populations ont été relevées?

Attention à la notion d'innovation : bien souvent, il y a plus de personnes/d'organisations qui sont convaincues d'avoir une idée innovante que de vraies innovations dans les faits.

Un exemple en matière d'assainissement: la « shitbox », un carton percé, dont la collecte n'est pas nécessairement des plus pratiques et qui n'a pas forcément de plus-value. Un contre-exemple serait les sacs biodégradables contenant de l'urée et que les habitants peuvent enterrer.

9- Quelle est la situation au niveau de l'énergie (électricité) ?

Seuls les feux de signalisation, qui marchent à l'énergie photovoltaïque, marchaient encore après le séisme. Cette pénurie d'électricité a des effets secondaires assez dramatiques : à cause de cela, les familles s'éclairent à la bougie/au kérosène, ce qui entraîne un risque

d'incendies dans les camps improvisés où les gens vivent sous tente. Solidarités est arrivée avec des panneaux solaires pour le fonctionnement de sa base et le travail de ses équipes.

CONCLUSION ET PISTES DE REFLEXION

La réponse pour les services essentiels après le séisme semble avoir été relativement bonne et bien organisée par les divers acteurs présents.

En termes d'ampleur du déploiement humanitaire, la réponse au séisme pourrait être comparée à la réponse post tsunami, qui avait elle par contre posé de très nombreux problèmes en matière notamment de services essentiels.

Le débat qui a suivi la présentation a été long et riche. Il a posé certaines questions générales sur lesquelles il serait intéressant de revenir et d'approfondir à l'occasion d'une nouvelle activité ou animation de Projection :

- La pertinence des activités de sensibilisation en situation d'urgence
- La gestion des déchets solides en situation d'urgence
- Comment rendre la gestion des déchets plus « sexy » (notamment pour les bailleurs) ?
- Les actions liées à l'énergie en situation d'urgence

La discussion continue ! <http://www.reseauprojection.org/>

info@reseauprojection.org

Pour aller plus loin...

BIBLIOGRAPHIE / WEBOGRAPHIE sur les services essentiels après le séisme en Haïti

Articles en ligne:

- Senego; [Haïti: le manque d'eau potable met en péril les survivants du séisme](#)
- Le Point; [Le casse tête de la distribution d'eau, de vivres et de soins à Haïti](#)
- UNICEF; [La "double catastrophe d'Haïti" pose des difficultés en termes d'eau et d'assainissement](#)
- Notre Planète info; [Inquiétude sur la gestion des déchets après le séisme en Haïti](#)

Liens PDF:

- GRET; [Plan d'action pour contribuer à la reconstruction en Haïti](#)

Liens Vidéos

- Vidéo Arte; [Haïti manque d'eau potable](#)

Proposez d'autres références !

info@reseauprojection.org

Etaient présents à cette rencontre :

- 1- **ARNOUX** Anne-Sophie, Solidarités
- 2- **DESILLE** Denis, PSeau
- 3- **LAUNAY** Myriam, Projection
- 4- **HURTER** Laura, Hydroconseil
- 5- **LE BANSAIS** Bruno, Hydroconseil
- 6- **LUCAS** Johann, Droit à l'Energie
- 7- **NOBLOT** Céline, pSeau
- 8- **TIPRET** Julie, GRET
- 9- **DUSSAUX** Vincent, pSeau
- 10- **RAMA** Martina, Académie de l'Eau
- 11- **PATINET** Julie, Groupe URD (Urgence, Réhabilitation, Développement)